

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

18 février 2022

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Menace de guerre en Ukraine : ne nous laissons pas embrigader !

Y aura-t-il la guerre en plein cœur de l'Europe avant la fin de la semaine ? C'est ce qu'affirment les autorités américaines qui ont appelé leurs ressortissants à quitter l'Ukraine. De son côté, Poutine déclare que les dizaines de milliers de soldats russes mobilisés ne font que participer à un entraînement.

Depuis des semaines, dans un vaste jeu de poker menteur, Biden, Macron et Scholz multiplient les rencontres médiatisées avec Poutine, tout en le présentant comme un dictateur, agresseur et va-t-en-guerre. Dictateur, Poutine l'est sans conteste, contre son opposition et contre les classes populaires de toute la Russie. En revanche, jusqu'à présent, il n'est pas l'agresseur.

En 1991, les bureaucrates de Moscou, Kiev et Minsk ont fait éclater l'Union soviétique, sans consulter ses peuples. Mais les États-Unis n'ont pas pour autant dissous l'Otan, l'alliance militaire qu'ils avaient construite pour isoler celle-ci. Bien au contraire, profitant de l'affaiblissement de la Russie sous Eltsine, ils y ont intégré les trois États baltes, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, etc. Ils ont pris pied en Géorgie et en Asie centrale. Les bases américaines ceinturent aujourd'hui la Russie, et Poutine veut empêcher l'Ukraine de rejoindre l'Otan.

Si Biden et Macron fustigent Poutine parce qu'il déploie des troupes aux portes de l'Ukraine, ils ne trouvent rien à redire lorsque le même Poutine a envoyé début janvier 3 000 parachutistes russes pour aider le dictateur du Kazakhstan à mater la révolte ouvrière. Au Kazakhstan, il s'agissait de réprimer des ouvriers qui protestaient contre la vie chère. L'enjeu était de sauver les profits de Total, Chevron, ArcelorMittal et autres trusts occidentaux qui exploitent les ressources et les travailleurs de ce pays ex-soviétique. Pour réprimer les révoltes, Poutine, Biden et puissances européennes sont complices !

C'est pourquoi les travailleurs n'ont pas à partager l'hystérie guerrière des dirigeants américains plus ou moins suivis par les Européens. Les uns et les autres se moquent du sort des Ukrainiens comme de tous les peuples qu'ils oppriment eux-mêmes partout dans le monde.

Ils se prétendent les champions de la liberté, mais ils empêchent des femmes et des hommes de circuler librement pour fuir la guerre ou la misère. Ils ont reconstitué un rideau de fer en installant des barbelés qui provoquent la mort de nombreux migrants entre la Biélorussie et la Pologne.

Ils prônent la paix et la démocratie mais ils entretiennent une multitude de guerres régionales meurtrières et arment des dictateurs.

En Europe de l'Est, comme en Afrique ou en Asie, les grandes puissances interviennent pour défendre les intérêts de leurs capitalistes respectifs, en lutte pour se partager les marchés et accéder aux matières premières. Dans une économie en crise, cette concurrence est de plus en plus acharnée, et les dirigeants impérialistes se préparent à transformer la guerre économique en guerre tout court.

Leurs budgets militaires ne cessent d'augmenter. Quand ce n'est pas la Russie, c'est la Chine qu'ils présentent comme une menace. Ce sont pourtant des navires de guerre et des sous-marins américains, australiens et même français qui patrouillent en mer de Chine, pas des navires chinois au large de la Californie !

Face à la Russie, un dérapage n'est pas exclu et ce sera la population ukrainienne qui en payera le plus grand prix. Même si le statu quo perdure, le sursis ne durera pas tant le monde capitaliste est une poudrière. Les manœuvres des impérialistes concernant l'Ukraine ont servi à déployer leur propagande de guerre pour mettre au pas leur propre population et la conditionner à servir de chair à canon.

Avant les deux guerres mondiales, une série de conflits avaient également été l'occasion pour les grandes puissances de préparer les peuples à la guerre. Tous ceux qui n'ont que « les intérêts de l'Europe » à la bouche participent à cette mise en condition.

Il faut refuser de marcher car cette guerre n'est pas celle des travailleurs. C'est celle de leurs exploiters, qui rivalisent pour accaparer la plus grande part de profit. Seule la classe des travailleurs sera capable d'empêcher la guerre.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Des miettes...

Le changement barémique dans le calcul du pré-compte professionnel nous a fait gagner quelques dizaines d'euros nets par mois... Depuis février, l'indexation de 2% nous a fait gagner à peu près la même chose... Mais c'est une augmentation qui est très loin de compenser la hausse du prix de l'eau, de l'énergie, des loyers, etc. Ce qu'il nous faut, c'est au minimum 300 euros nets d'augmentation par mois ! Et ce besoin est général pour tous les travailleurs... C'est une lutte à mener ensemble !

A bas les entretiens d'absentéisme

Après trois périodes d'absences, nous sommes convoqués pour un entretien. La hiérarchie nous intimide en nous montrant le calcul de l'indice de Bradford qui pénalise plus la fréquence que la durée des absences. Les maladies professionnelles et même les AT sont pris en considération, comme si c'était nous les responsables et pas le patron qui organise le travail. La santé, ça ne se calcule pas ! De plus, si nous sommes absents lors de la visite du médecin contrôle et que nous ne reprenons pas rendez-vous via le portail dans les jours qui suivent, la direction nous met en S200 et nous ne sommes pas payés. Cette oppression est intolérable !

Du salaire, pas des primes !

Le statut unifié employé-ouvrier a fait couler beaucoup d'encre mais, à la Stib, plusieurs primes sont différentes entre les deux catégories. Certaines primes sont ridicules, d'autres sont carrément réactionnaires, comme la prime à la longévité du mariage. Plus généralement, la direction utilise les primes pour diviser les travailleurs entre « méritants » et « non méritants » en fonction de ses intérêts. En plus, ça ne compte pas pour la pension. Ce qu'il faut, c'est augmenter les salaires !

Maisons de repos : l'enfer continue

En Flandre, à Grammont, 17 résidents d'une maison de repos ont été évacués début février. Cela faisait depuis le mois de juin qu'ils ne recevaient plus aucun soin ! Vu leur état, les médecins se demandent même comment ils arrivaient à se nourrir seuls. Il aura fallu huit longs mois pour les sortir de cet enfer. C'est un scandale de plus qui vient s'ajouter à la liste bien trop longue de l'avidité patronale.

Les enseignants battent le pavé

Le 10 février dernier, 10 000 enseignants ont manifesté dans les rues de Bruxelles. Avec leurs propres pancartes, ils ont dénoncé leurs conditions de travail : des classes bondées dans des bâtiments miteux, des moyens dérisoires, de plus en plus de rapports à remplir et, comme partout ailleurs, des salaires de misère. Face

à la mobilisation, la ministre Désir n'a rien su proposer de mieux que la création de groupes de travail. Ce n'est pas de blabla mais de sous dont l'enseignement a besoin. Si la leçon n'a pas été apprise, il va falloir la redonner.

Patrons pleurnicheurs

Le porte-parole de la Fédération des Entreprises de Belgique répète à qui veut l'entendre que les employeurs sont dans une situation intenable et qu'un saut d'index s'impose. Les marges bénéficiaires des entreprises belges n'ont pourtant jamais été aussi élevées. Elles ont d'ailleurs largement profité de l'inflation pour augmenter artificiellement leurs prix. Et maintenant que c'est au tour des salaires d'être indexés, ce serait la crise ? Les patrons voudraient nous faire croire qu'ils ont les poches vides pour ne pas augmenter nos salaires. On n'est pas dupes !

La santé à la diète

Chaque ministre va de sa solution miracle pour réformer les soins de santé. Celui de la Santé, Frank Vandebroucke, veut limiter le nombre de services hospitaliers et de maternité, tandis que celle de l'Intérieur, Annelies Verlinden, exige le transfert de ces compétences aux régions. Dans les deux cas, le problème est présenté comme si l'hôpital souffrait de mauvaise gestion alors qu'il doit surtout gérer les coupes budgétaires imposées par les gouvernements successifs. Et lorsqu'on veut faire piquer son chien, rien de mieux que de lui prétendre la rage.

C'est pour qui les 8 milliards ?

8 milliards d'euros. C'est le montant que le président du MR, Georges-Louis Bouchez, veut ristourner à ses amis fortunés. Et il ne lésine pas sur les propositions : bouclier fiscal à 50% pour limiter les impôts des plus riches, exemptions de cotisations sociales pour les patrons débutants, etc. Et tout ça soi-disant pour booster l'emploi... On les attend toujours ces emplois créés grâce à ces cadeaux ! Les riches peuvent continuer à encaisser tranquillement pendant que les impôts des travailleurs, eux, ne cessent pas d'augmenter.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72